

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



**ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE
MONSIEUR JOSEPH KABILA
KABANGE, PRESIDENT DE LA
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU
CONGO A LA 72^{eme} SESSION DE
L'ASSEMBLEE GENERALE DES
NATIONS UNIES**

*New York, le 23 septembre 2017
(à vérifier à l'audition)*

Monsieur le Président de la 72^{ème} Session Ordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies,

Monsieur le Secrétaire Général des Nations-Unies,

Mesdames et Messieurs les Chefs d'États et de Gouvernement,

Mesdames et Messieurs,

Monsieur le Président,

Mes très vives et chaleureuses félicitations pour votre élection qui est une reconnaissance de votre brillante carrière de diplomate et un hommage à votre pays, la Slovaquie.

Je rends également hommage à Monsieur le Secrétaire Général Antonio GUTERRES, pour son leadership et ses efforts en faveur du renforcement du rôle de notre Organisation durant cette première année de son mandat.

Le thème de la présente session : « Priorité à l'être humain : paix et vie décente pour tous sur une planète préservée », répond aux préoccupations du moment dans la plupart des Etats membres de notre organisation. Je m'en réjouis car il s'inscrit dans la logique des Objectifs du Développement Durable et pour mon pays, la paix, la stabilité et l'amélioration des conditions de vie de nos populations constituent les priorités du Gouvernement.

Monsieur le Président

Il y a soixante-douze ans, notre Organisation est née de l'ambition de refonder les rapports entre Etats sur la base du principe de l'égalité souveraine et de la volonté de garantir la paix et la prospérité pour tous. Cette ambition demeure pertinente et est quotidiennement portée par l'engagement des femmes et des hommes déterminés à la faire triompher, parfois au péril de leurs vies.

Face à la montée du terrorisme, sous formes diverses, il est incontestable que le monde auquel nous aspirons ainsi dépend du traitement que nous réservons aux questions de paix et de sécurité.

Depuis une année, mon pays est victime d'attaques terroristes menées par certains groupes armés, notamment dans les Provinces du Kasai, voire dans la capitale, et dont l'objectif est d'anéantir la paix si chèrement acquise, de contrarier la dynamique des solutions consensuelles obtenues au niveau national et de miner nos efforts de développement.

Dans le Kasai, une milice mystico-tribale se servant de la population civile, dont des enfants, comme bouclier humain et s'attaquant aux personnes et aux édifices publics qui symbolisent l'autorité de l'Etat, a ainsi semé la terreur, procédant notamment à la décapitation d'agents de l'ordre, d'agents de la Commission Electorale Nationale Indépendante ainsi que des autorités administratives et coutumières. Et c'est

dans ces circonstances que je déplore la barbarie dont les deux Experts de notre organisation ont été victimes en mars 2017.

Notre détermination est de faire en sorte que la lumière sur les circonstances exactes de ce crime soit clarifiée afin que cet acte ignoble, ainsi que ceux dont nos compatriotes ont été victimes, ne restent pas impunis.

C'est le sens des procès publics ouverts depuis plusieurs semaines, après l'arrestation de la plupart des suspects présumés coupables.

C'est aussi le sens de la Conférence sur la paix, la réconciliation et le développement qui vient de se tenir, en ayant pour objectifs d'établir la vérité sur ce qui s'est réellement passé dans ces provinces du centre du pays, de promouvoir la réconciliation entre les filles et fils desdites provinces et d'affirmer notre conviction que toute réconciliation passe nécessairement par la Justice et qu'il n'y a pas de paix véritable et durable sans justice. Mon pays reste ouvert à toutes formes de collaboration à ce sujet.

Monsieur le Président

Grâce à cette approche qui combine le rétablissement de l'autorité de l'Etat, le dialogue et la justice réparatrice, nous avons inversé la tendance dangereuse de la situation sécuritaire au centre du pays avec comme résultat une amélioration très significative de la situation.

Dans la partie orientale, les efforts méritoires fournis par les forces nationales de défense et de sécurité ont permis, quant à eux, de contenir les attaques terroristes du groupe ADF qui endeuillait quotidiennement nos populations.

Nous sommes convaincus que l'initiative de coopération sous régionale entre mon pays, le Soudan du Sud et la République Centrafricaine permettra, tout autant, d'endiguer la menace terroriste LRA. Il faut considérer notre participation à cette dynamique comme la preuve de notre détermination dans le combat mené par la coalition contre cette menace.

S'agissant de la lutte contre les violences sexuelles, je me félicite des progrès remarquables manifestes enregistrés par la Justice qui a prononcé de centaines des décisions de condamnation pour viols, n'épargnant aucun auteur de ces crimes en vertu de sa position sociale ou dans la hiérarchie militaire, preuve de la fin de l'impunité dans ce domaine.

Monsieur le Président

Deux ans après l'adoption de l'agenda 2030 des Nations Unies, il n'est pas trop tôt de commencer à en évaluer la mise en œuvre. En exécution de ses engagements, mon pays a tenu à prioriser, dans l'élaboration comme dans la mise en œuvre de son Plan National de Développement, les dimensions environnementale, sociale et économique du développement durable.

Plus spécifiquement, en soutien au Programme d'Action Mondial pour l'Éducation, mon pays met l'accent sur l'élargissement de l'accès, l'équité, l'amélioration de la qualité de l'apprentissage et l'amélioration de la gouvernance dans le secteur.

D'ores déjà, nous nous félicitons de la promotion de l'accès à l'école pour la jeune fille, dont le taux brut de scolarisation est passé en l'espace de dix ans, de soixante-dix pour cent à près de 105 % et de la mise en œuvre du plan de construction de milliers d'écoles sans omettre de profondes réformes engagées dans ce secteur.

Quant au changement climatique, il nous préoccupe au plus haut point étant une menace pour l'homme et ses droits fondamentaux. Contribuer à en limiter l'impact est la traduction même du sens de responsabilité qui repose sur chacun de nos Etats.

Mon pays avec les autres pays du bassin du Congo, qui constituent ensemble la deuxième réserve forestière mondiale, sont outillés à travers la Commission des Forêts d'Afrique Centrale pour contribuer à l'amélioration de la qualité de vie sur notre planète.

Pour sa part, mon pays entend tenir tous ses engagements, à commencer par la ratification en cours de l'Accord de Paris.

Monsieur le Président

A l'instar de la paix, la stabilité politique constitue pour nous un objectif constant de politique intérieure. Dans cette optique, depuis près d'une année, nous avons recouru au dialogue qui pour nous est un mode permanent de règlement des différends politiques.

Que l'Union Africaine et nos organisations régionales auxquelles je rends hommage, trouvent ici l'expression de notre reconnaissance pour leur accompagnement dans ce processus.

Je salue également les efforts de toute la classe politique de mon pays qui, dans la recherche d'un consensus global sur le processus électoral, ont débouché sur l'Accord du 31 décembre 2016 ayant pour objectif ultime l'organisation des élections.

L'exigence par toutes les parties prenantes d'un nouveau fichier électoral a donné lieu, depuis plus d'une année, à l'enrôlement des électeurs dont la dernière phase vient de commencer dans les deux dernières provinces au centre du pays. Il y a lieu de se féliciter, Monsieur le Président, du fait que plus de 42 millions d'électeurs, sur les 45 millions projetés, ont d'ores et déjà été enrôlés.

Aussi, la série d'évaluations du processus électoral entamée depuis une dizaine de jours par le Conseil National de Suivi, conjointement avec le Gouvernement et la Commission Electorale Nationale Indépendante, devrait permettre la publication prochaine par celle-ci, qui en est la seule institution compétente du calendrier électoral.

En dépit de ces avancées, les défis en vue de l'organisation des élections dans mon pays demeurent énormes, tant au plan logistique, financier, sécuritaire que normatif.

Nous y faisons donc face avec humilité, mais aussi avec une indéniable ténacité.

Vu toutes ces avancées, j'affirme que le cap vers les élections crédibles, transparentes et apaisées est définitivement fixé et que notre marche dans cette direction est irréversible. Le tout, sans ingérence extérieure ni dictat quelconque.

Aux vrais amis de mon pays, je demande de soutenir sincèrement le processus électoral en cours.

Monsieur le Président

La charte des Nations Unies nous impose des obligations dont le respect conditionne l'émergence d'un monde meilleur. C'est la raison pour laquelle, la RDC maintient le dialogue stratégique avec les Nations Unies sur l'avenir de la MONUSCO, conformément à la résolution pertinente du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Cette revue stratégique devra déterminer le rythme de réduction de la force de la MONUSCO jusqu'à son retrait total.

Il est clair que près de vingt ans après son déploiement, la force onusienne ne peut nourrir l'ambition de rester indéfiniment dans mon pays, ni d'y exercer son mandat avec le même format et sans tirer les leçons des faiblesses constatées.

Ce qui nous importe et qui devrait être important aux yeux de tous ceux qui tiennent à la crédibilité de notre Organisation, c'est l'efficacité effective de l'apport des troupes onusiennes sur le terrain. Voilà pourquoi, depuis plusieurs années, nous exigeons le redimensionnement de la force de la MONUSCO au regard de missions devenues dynamiques et la réorientation des moyens ainsi dégagés vers la satisfaction de nos besoins de développement.

En ce domaine, comme en d'autres, nous n'entendons pas transiger avec le respect dû à la souveraineté de la République Démocratique du Congo telle que garantie par la Charte de notre Organisation.

Monsieur le Président, pour terminer, je voudrais croire que tous ceux qui placent leurs espoirs dans les Nations Unies, et mon pays en fait partie, auront à cœur de s'investir pleinement dans la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable, ainsi que dans la réforme tant attendue de notre organisation.

Je souhaite plein succès à nos travaux et vous remercie pour votre attention.